

acheter ces produits, ce qui permettrait aux industries de fabriquer d'autres produits, alors que ceux qu'ils ont ouverts sont déjà vendus, on nous dit que cela entraînerait l'inflation. Mais ce serait tout à fait le contraire, et tout le monde le sait.

Monsieur l'Orateur, si nous allons dans n'importe quel magasin pour acheter un article et que nous payons au comptant, n'importe quel marchand va nous accorder de 15 à 20 p. 100 d'escompte. Si j'achète pour \$1,000 de meubles et que je sois en mesure de payer au comptant, on va certainement m'accorder 20 p. 100 d'escompte. Cela veut dire que je paierais \$800 pour un achat de \$1,000. Si, par contre, je n'ai pas le pouvoir d'achat et que je ne puisse payer au comptant, au lieu de m'accorder un escompte de 20 p. 100, on m'imposera des frais de 20 p. 100, ce qui représente \$200 d'intérêt. Cela veut dire que je paierais \$1,200 au lieu de \$800 pour le même achat, ce qui représente une différence de \$400 entre ce que paie celui qui a le pouvoir d'achat et ce que paie celui qui n'en a pas. Voilà ce qu'on appelle de l'inflation.

• (3.20 p.m.)

Nous ne demandons pas au gouvernement d'accorder un dividende national afin que tout le monde nage dans l'argent, mais un dividende fondé sur l'écart qui existe entre ce que nous produisons et ce que nous gagnons.

Certains craignent que les gens deviennent paresseux. Cependant, les chômeurs qui reçoivent actuellement \$40 par semaine, alors qu'ils sont pères de famille, ou ceux qui bénéficient d'allocations de bien-être social de l'ordre de \$125, \$130 ou \$135 par mois pour faire vivre leur femme et leurs enfants ne peuvent pas se tirer d'affaire. Ils existent tout simplement, mais ils ne vivent pas, et ce alors que les produits sont à leur disposition, car les magasins regorgent de marchandises de toutes sortes.

A Montréal, à Ottawa, à Hull, à Rouyn-Noranda, à Val-d'Or, à Winnipeg, les magasins sont remplis à craquer. Personne craint de ne pas trouver à acheter demain quelque chose dont il a besoin. Toutes sortes de choses existent, mais la seule solution au problème ne réside pas du côté de la production, mais du côté de la consommation. En effet, il ne s'agit pas de produire plus. Au lieu de s'attarder au plein emploi, pourquoi ne pas s'attarder à la pleine dépense, c'est-à-dire ce que nous dépensons pour acheter ce que nous produisons. Pour réaliser la pleine dépense, il faut organiser le pouvoir d'achat en conséquence.

N'enlevons rien à celui qui gagne un salaire, mais donnons-lui en plus un dividende. Celui qui n'aura que son dividende vivra naturellement moins bien que celui qui gagne un

salaire, en plus, et cela est normal. Au fait, si je gagne \$100 par semaine et qu'on me donne un dividende de \$50, j'aurai \$150, alors que celui qui ne travaille pas n'aura que \$50.

Le dividende national constituerait en soi un encouragement au travail. Aucun citoyen ne refuserait de gagner \$100 par semaine, parce qu'il recevrait un dividende de \$50. Et c'est tellement vrai, monsieur l'Orateur, qu'on devrait en tenter l'expérience. Au fait, si l'on disait aux assistés sociaux ou à ceux qui touchent des prestations d'assurance-chômage pouvant s'élever à \$53 par semaine: On vous a trouvé un emploi vous permettant de gagner \$45 par semaine, mais si vous l'acceptez, vous ne pourrez plus bénéficier de vos allocations ou prestations, je suis d'avis que la plupart refuseraient. Mais, par contre, si on leur disait qu'ils pourraient continuer de recevoir leurs prestations de \$53 et un salaire de \$45, ce qui ferait \$98 par semaine, ils ne refuseraient pas de travailler. Tous, sans exception, accepteraient de travailler, même à moins de \$45 par semaine, s'ils recevaient leurs prestations d'assurance-chômage en sus.

Or, ce n'est pas ce qui existe actuellement. Si un chômeur qui touche des prestations se trouve un emploi temporaire pendant deux ou trois jours et qu'il essaie de tenir ce fait caché, il risque, s'il se fait prendre, de perdre ses prestations d'assurance-chômage pour gagner \$18 ou \$20. Alors, monsieur l'Orateur, on le «punit». Et le type dit: On ne m'y reprendra plus. Avant d'abandonner mes allocations d'assurance-chômage, je vais m'assurer d'avoir un emploi rémunérateur. Ce n'est pas le chômeur qu'il faut blâmer, mais bien la loi canadienne.

Je veux maintenant revenir à mon argument que le dividende national ne serait pas un encouragement à la paresse, mais bien un stimulant au travail. Au fait, il permettrait à l'individu d'acquérir un esprit créateur. Mais on a peur du dividende. On passe encore son temps à songer à la production. Finançons la production! Finançons la production! Et ce alors que le consommateur est impuissant à acheter cette production.

Qu'est-ce que cela engendre? Les nombreuses faillites qui se produisent actuellement au Canada. Cela engendre aussi le marasme et le chaos économique dans lequel nous nous trouvons, de même que l'inquiétude et la haine entre les patrons et les ouvriers.

Cela engendre également la haine entre les syndicats et les gouvernements, comme on l'a vu hier sur la colline parlementaire, où se trouvaient Marcel Pépin, Chartrand et compagnie. Va-t-on croire qu'hier les gars de G. Lapalme Inc. de Montréal sont venus ici pour le «fun»?